



Fédération Nationale des Syndicats de Transports CGT

Communiqué de presse

Ségotaxe : entre reculade du gouvernement et attitude irresponsable du patronat routier, il est temps de remettre le débat au bon niveau !

Ce sujet, si important pour l'avenir du transport dans notre pays et la mise en œuvre effective de la transition énergétique, est en train de tourner au grand n'importe quoi depuis quelques jours.

D'un côté, malgré le rapport Chanteguet dont la fédération des transports Cgt, auditionnée lors de ses travaux, a souligné des aspects intéressants, replaçant le débat dans sa globalité, le gouvernement a fait le choix d'enterrer l'écotaxe, de faire fi du débat sur la réappropriation publique de certaines infrastructures comme les autoroutes et d'amputer au final de plus de la moitié les recettes affectées au développement et à l'entretien de ces infrastructures tout en maintenant le prélèvement de l'impôt par une société privée !

De l'autre, une partie du patronat routier appelle à la désobéissance civile au travers du boycott de l'installation des boitiers dans les camions afin que cette taxe ne puisse, de toute manière, pas être facturée et donc prélevée ! A force de tout leur céder, le patronat se croit dorénavant tout permis, même d'être dans l'illégalité. Et plutôt que de hausser le ton le ministère de l'écologie préfère...nommer un médiateur !

La Fédération Nationale des Syndicats de Transport Cgt appelle d'urgence le gouvernement à replacer ce débat au bon niveau et rappelle son exigence de repenser la politique de fret marchandises en stoppant le dumping social entre modes et entre salariés d'un même mode, en créant les conditions d'avoir des infrastructures adaptées à la nécessaire complémentarité de ces modes. Ceci passe nécessairement, comme l'avait d'ailleurs pointé la conférence du transport routier marchandises de septembre 2013 organisée par Frédéric Cuvillier, par une vraie réflexion sur la tarification du transport routier marchandises.

Ré-internaliser les coûts externes, sortir les salariés de ce secteur de la Smicardisation (pour rappel les premiers coefficients de la grille de salaires sont en-dessous du Smic !), stopper les aides d'Etat qui en font une des professions les plus subventionnées de France tout en faisant payer réellement aux chargeurs le juste coût du transport, voilà la seule voie possible. C'est dans ce cadre que notre fédération revendique la mise en place d'une tarification sociale et environnementale obligatoire permettant d'envisager un autre développement du transport de marchandises. Le libéralisme sauvage, avec la complicité de l'Etat, a fait suffisamment de dégâts dans ce secteur, il est grand temps que le fameux Etat stratège joue pleinement son rôle pour se donner les moyens de ses ambitions affichées.

Contact Presse : 01 55 82 77 26

Montreuil, le 17 juillet 2014.